|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| A close up of a sign  Description automatically generated | **Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23) Dubaï, 20 novembre – 15 décembre 2023** | |  |
|  | |  | |
|  | |  | |
| **SÉANCE PLÉNIÈRE** | | **Document 8-F** | |
|  | | **14 juin 2023** | |
|  | | **Original: anglais** | |
|  | | | |
| Note de la Secrétaire générale | | | |
| RESPONSABILITÉS FINANCIÈRES DES CONFÉRENCES | | | |
|  | | | |
|  | | | |

L'attention de la Conférence est attirée sur le numéro 92 (article 13) de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, qui dispose que:

«Les décisions des conférences mondiales des radiocommunications, des assemblées des radiocommunications et des conférences régionales des radiocommunications doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la présente Constitution et de la Convention. Les décisions des assemblées des radiocommunications ou des conférences régionales des radiocommunications doivent être aussi, dans tous les cas, conformes aux dispositions du Règlement des radiocommunications. Lorsqu'elles adoptent des résolutions ou des décisions, les conférences doivent tenir compte des répercussions financières prévisibles et devraient éviter d'adopter des résolutions ou des décisions susceptibles d'entraîner le dépassement des limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires.»

L'attention de la Conférence est également attirée sur les numéros 488 et 489 (article 34) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, qui disposent que:

«Avant d'adopter des propositions ou avant de prendre des décisions ayant des incidences financières, les conférences de l'Union tiennent compte de toutes les prévisions budgétaires de l'Union en vue d'assurer qu'elles n'entraînent pas de dépenses supérieures aux crédits que le Conseil est habilité à autoriser.

Il n'est donné suite à aucune décision d'une conférence ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits que le Conseil est habilité à autoriser.»

Doreen BOGDAN-MARTIN  
 Secrétaire générale